

10 AOUT 2026

AVIS d'Appel d'Offres National Restreint N° 06/AONR/MINJEC/CIPM/2026-DU

*pour le recrutement d'un cabinet d'architectes/bureau d'études techniques en vue des études architecturales, techniques et géotechniques du projet d'aménagement, de réhabilitation et d'extension d'un complexe abritant les services du centre de Référence pour le Réarmement Moral, Civique et Entrepreneurial (REARMORCE) sis à Nkolinda -Yaoundé (phase II)
(En procédure d'urgence)*

MAITRE D'OUVRAGE :	LE MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE
FINANCEMENT	BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC (BIP) DU MINJEC
IMPUTATION :	60 26 283 1 68000002 361313
EXERCICE :	2026

1. Objet de l'Appel d'Offres

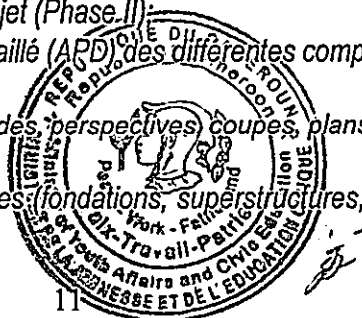
Dans le cadre de l'exécution de son Programme Pluriannuel de Développement des Infrastructures d'encadrement des jeunes, le Ministre de la Jeunesse et de l'Education Civique lance un Appel d'Offres National Restreint pour le recrutement d'un cabinet d'architectes/bureau d'études techniques en vue des études architecturales, techniques et géotechniques du projet d'aménagement, de réhabilitation et d'extension d'un complexe abritant les services du centre de Référence pour le Réarmement Moral, Civique et Entrepreneurial (REARMORCE) sis à Nkolinda -Yaoundé (phase II).

Le présent appel d'offres fait suite à l'appel à manifestation d'intérêt n°01/AAMI/MINJEC/SG/DAG/SDBBM/SM/2026 du 17 février 2026 publié le 20 février 2026 dans le Journal des Marchés.

2. Consistance des Prestations

Les Prestations du Cabinet d'Architectes ou du Bureau d'Etudes Techniques sélectionné consistent à :

- Actualiser le document d'Avant-Projet Sommaire (APS) des différentes composantes du projet (Phase II) ;
- Elaborer les plans aux échelles appropriées, accompagnés par des rapports descriptifs et quantitatifs expliquant les concepts retenus, justifiant le dimensionnement des infrastructures et services incorporés dans les différentes composantes du projet (Phase II) ;
- Elaborer le document d'Avant-Projet Détaillé (APD) des différentes composantes du projet (Phase II) et notamment :
 - Les plans architecturaux (des façades, perspectives coupes, plans de masse etc...) aux échelles appropriées ;
 - Les plans techniques des structures (fondations, superstructures, ferrailages, coffrages etc ...) aux échelles appropriées ;



- Evaluer par composante du projet, les coûts estimatifs des travaux de construction du projet final ;
- Confectionner le Dossier d'Appel d'Offres des travaux de construction par différentes composantes du projet ;
- Produire la mouture à soumettre à la validation ;
- Organiser un atelier de validation technique du rapport final ;
- Produire le rapport final et cinq (05) jeux de Plans aux échelles appropriées y compris la version électronique.

3. Tranches/Allotissement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres Restreint sont constituées en un lot unique.

La consistance de ces prestations est détaillée dans les Termes de Référence (TDR) du présent DAO.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de : Quatre-vingt-dix-huit millions cinq-cent-soixante-treize mille (98 573 000) Francs CFA TTC.

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres est trois (3) mois calendaires.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est restreinte aux Cabinets d'Architectes et Bureaux d'Etudes Techniques ci-après retenus à l'issue de l'Appel à Manifestation d'Intérêt n°01/AAMI/MIN-JEC/SG/DAG/SDBBM/SM/2026 du 17 février 2026 pour les prestations susvisées. Il s'agit de :

N°	Candidats Pré-qualifiés	Téléphone	Adresse Postale
1	2KAP CONCEPT	677 930 484 699 97 10 79	BP 30146 Yaoundé
2	CREA CONSULT	233 426 385	BP 11 795 Douala
3	Groupeement POLYGONE SARL / FORUM SARL	699 846 465	BP 33 872 Yaoundé

NB : Tout regroupement entre les Cabinets ou Bureaux d'Etudes Techniques pré-qualifiés individuellement n'est pas autorisé.

7. Financement

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le budget d'investissement public du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique de l'exercice 2026, sur la ligne d'imputation budgétaire 60



8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, timbré et acquitté à la main, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO dont le montant s'élève à un million neuf cent soixante-onze mille quatre-cent-soixante (1 971 460) Francs CFA, et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres, et accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et Consignations (CDEC) ;

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

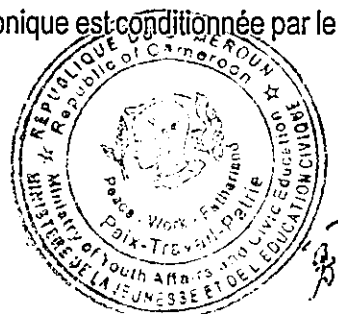
Le dossier physique peut être consulté gratuitement au Service des Marchés du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique Porte N°009 au Rez-de-jardin de l'immeuble siège, sis au Centre Administratif de Yaoundé, Tél. 222 20 35 70, aux heures ouvrables dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au Service des Marchés du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique Porte N°009 au Rez-de-jardin de l'immeuble siège, sis au Centre Administratif de Yaoundé, Tél. 222 20 35 70, aux heures ouvrables dès publication du présent avis, moyennant paiement d'un montant non remboursable des frais d'acquisition du DAO de cent vingt mille (120 000) francs CFA payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.



12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 15 SEPT 2026 à 12h 00 heure locale. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis.

**« Dossier d'Appel d'Offres National Restreint N°06/AONR/MINJEC/CIPM/2026 DU 10 AOUT 2026
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET D'ARCHITECTES/BUREAU D'ETUDES TECHNIQUES EN VUE
DES ETUDES ARCHITECTURALES, TECHNIQUES ET GEOTECHNIQUES DU PROJET D'AMENAGEMENT,
DE REHABILITATION ET D'EXTENSION D'UN COMPLEXE ABRITANT LES SERVICES DU CENTRE DE
REFERENCE POUR LE REARMEMENT MORAL, CIVIQUE ET ENTREPRENEURIAL (REARMORCE) SIS A
NKOLNDA -YAOUNDE (PHASE II), EN PROCEDURE D'URGENCE»**

Taille et format des fichiers : les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

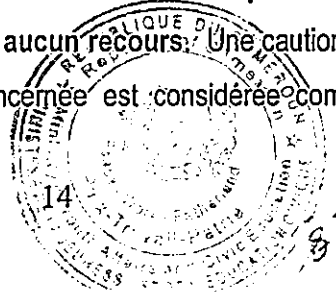
Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des dossiers différents séparés. Seront irrecevables :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de



soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

L'Appel d'Offres étant Restreint (ouverture en 02 temps) : il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une clé USB scellée dans une enveloppe pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps,

L'ouverture des pièces administratives et offres techniques aura lieu le 15 SEPT 2026 à 13 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique dans la salle de la commission interne sise au rez de jardin, Porte 010 de l'immeuble siège dudit département ministériel, à Yaoundé, au Centre Administratif.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 80/100 seront ouvertes au même lieu sus-indiqué par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

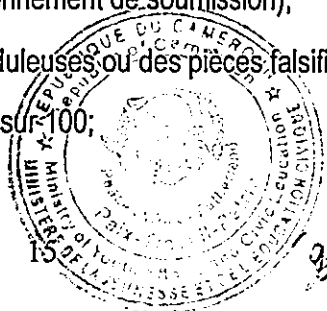
Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1-Critères éliminatoires

- L'absence du cautionnement de soumission accompagné du récépissé CDEC à l'ouverture des plis;
- La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission);
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- d'une note technique inférieure à 80 points sur 100;



- De l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- du non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en lignes ;
- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;

15.2-Critères essentiels

A- LES OFFRES TECHNIQUES

L'évaluation de l'offre portera sur les critères essentiels ci- dessous :

N°	CRITERES D'EVALUATION DES SOUMISSIONNAIRES	POINTS
1	Références du soumissionnaire acquise au cours des dix (10) dernières années	15
2	Qualification et compétence des Experts clés et du personnel de gestion	20
3	Plan de travail et méthodologie proposés	20
4	Compréhension des Termes de références et suggestions à y apporter	25
5	Moyens matériels et logistiques à mobiliser	10
6	Solvabilité et capacité financière	05
7	Présentation du dossier de candidature	05
TOTAL GENERAL		100

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

N.B : Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré comme non valable.

B- LES OFFRES FINANCIERES

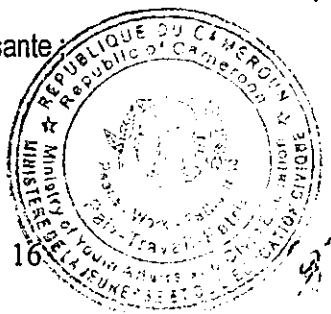
Seules les offres financières des soumissionnaires dont l'offre technique aura été déclarée recevable à l'issue de l'examen de la conformité des pièces administratives (1ère étape) et de l'évaluation technique (2ème étape) seront évaluées et notées, en fonction des critères ci-après :

$$NM = MMd \times 100 / MS$$

NM= Note relative au montant de l'offre financière du soumissionnaire ;

MMd=Montant évalué de l'offre la moins-disante ;

MS = Montant évalué du soumissionnaire.



Une pondération sera faite entre la note technique et la note financière pour obtenir la note finale N (Note technico-financière) suivant la formule ci-après :

$$N = [(80 \times \text{Note Technique}) + (20 \times \text{Note Financière})] / 100.$$

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques et financiers.

17. Nombre maximum de lots :

Non Applicable

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Service des Marchés Publics du MINJEC, rez de jardin de l'immeuble abritant les services du MINJEC, au Centre Administratif, à Yaoundé, Porte 009, Tél. 222 20 35 70. Ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.publiccontracts.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

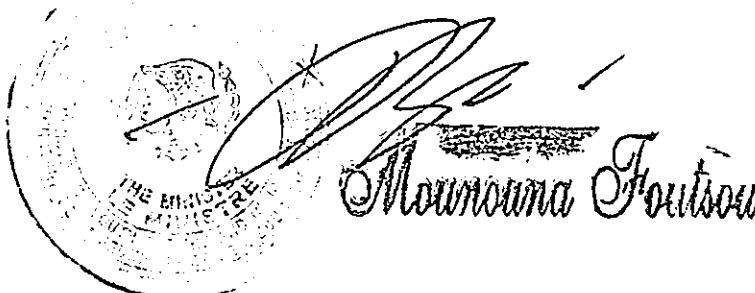
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, Le...10...AOUT...2026....

LE MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE
« MAITRE D'OUVRAGE »

Copies:

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Maître d'Ouvrage ;
- Président CIPM (pour information) ;
- Service des Marchés (pour archivage) ;
- Affichage (pour information) /.



The image shows a circular official stamp of the Ministry of Youth and Civic Education (Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique) with the text 'LE MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DE L'EDUCATION CIVIQUE' around the perimeter. Overlaid on the stamp is a large, stylized handwritten signature in black ink, which appears to read 'Mourouma Foutson'.

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DE
L'ÉDUCATION CIVIQUE

COMMISSION INTERNE
DE PASSATION DES MARCHES



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF YOUTH AFFAIRS AND CIVIC EDUCATION

INTERNAL TENDERS BOARD

Restricted National INVITATION to Tender No. 01/AONR/MINJEC/CIPM/2026
OF 20 JANUARY 2026
for the recruitment of an architecture firm/technical design office to carry out architectural, technical and geotechnical studies for the development, rehabilitation and extension of the complex that will house the reference centre for moral, civic and entrepreneurial rearmament (REAMORCE) located in Nkolinda - Yaoundé (phase II)
(In Emergency Procedure)

PROJECT OWNER:	THE MINISTER OF YOUTH AFFAIRS AND CIVIC EDUCATION
FINANCING	PUBLIC INVESTMENT BUDGET (PIB) OF MINJEC
BUDGET LINE:	60 26 283 1 68000002 361313
FINANCIAL YEAR:	2026

20. Purpose of the Invitation to Tender

As part of the implementation of its Multi-Annual Programme for the Development of Youth Supervisory Infrastructure, the Minister of Youth Affairs and Civic Education is launching a Restricted National Invitation to Tender for the recruitment of an architectural firm/technical design office to carry out architectural, technical and geotechnical studies for the development, rehabilitation and extension of a complex that will house the services of the Reference Centre for Moral, Civic and Entrepreneurial Rearmament (REARMORCE) located in Nkolinda, Yaoundé (Phase II).

This invitation to tender follows the call for expressions of interest No. 01/AAMI/MINJEC/SG/DAG/SDBBM/SM/2026 of 17 February 2026, published on 20 February 2026 in the Public Procurement Bulletin.

21. Consistency of services

The services to be provided by the selected Architectural Firm or Technical Design Office shall consist of the following:

- *Preparing the Preliminary Design Study (APS) for the various components of the project (Phase II);*
- *Drawing up the appropriate scales and accompany them with descriptive and quantitative reports that explain the adopted concepts and justify the dimensions of the infrastructure and services incorporated into the various components of the project (Phase II);*
- *Drawing up the Detailed Design Studies (APD) for the various components of the project (Phase II), including in particular:*
 - *Architectural drawings (facades, elevations, sections, site plans, etc.) at the appropriate scales;*
 - *Technical structural drawings (foundations, superstructures, reinforcement, formwork, etc.) at the appropriate scales;*



- Assess, for each component of the project, the estimated costs of the construction works for the final project;
- Prepare the Tender Documentation for the construction works, broken down by project components;
- Produce the draft to be submitted for approval;
- Organise a technical validation workshop for the final report;
- Produce the final report and five (05) sets of drawings at the appropriate scales, including an electronic version.

3- Phases/Allotment

The services covered by this Restricted Invitation to Tender shall constitute a single lot.

The consistence of these services is set out in detail in the Terms of Reference (ToR) of this Invitation to Tender.

4- Estimated cost

The estimated cost of the operation after preliminary studies is: CFAF Ninety-eight million five hundred and seventy-three thousand (98,573,000) all taxes included.

5- Estimated execution period

The maximum deadline provided for by the Project Owner or Delegated Contracting Authority for the execution of the services subject of this invitation to tender shall be three (3) months.

This period shall run from the date of notification of the Public Contract's Service in order to commence the services.

6- Participation and origin

Participation in this Invitation to tenders is restricted to the Architectural Firms and Technical Design Offices selected following the Call for Expressions of Interest No. 01/AAMI/MINJEC/SG/DAG/SDBBM/SM/2026 of February 17th, 2026 for the aforementioned services. They are:

No.	pre-qualified candidates	Telephone	Postal address
1	2KAP CONCEPT	677 930 484 699 97 10 79	P.O. Box 30,146 Yaoundé
2	CREA CONSULT	233 426 385	P.O. Box 11,795 Douala
3	Groupement POLYGONE SARL / FORUM SARL	699 846 465	P.O. Box 33,872 Yaoundé

NB: Any grouping between the individually prequalified Architectural Firms or Technical Design Offices is not permitted.

7- Funding

The services under this Invitation to Tender shall be financed by the Public Investment Budget of MINJEC for



8- Mode of Tender Submission

The submission method selected for this consultation is online.

9- Bid bond

Each bidder must include in his administrative documents, a hand-endorsed bid bond, issued by a financial body or institution approved by the Minister of Finance to issue bonds for public contracts and whose list appears in document 13 of the Tender File (TF), of an amount of CFA Francs one million nine hundred and seventy-one thousand four hundred and sixty (1,971,460), and valid for thirty (30) days beyond the initial validity date of the bids. *And accompanied by a deposit receipt issued by the Deposits and Consignment Fund (CDEC);*

the absence of a bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts shall lead automatically to the rejection of the bid. A bid bond submitted but not relating to the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

10- Consultation of Tender File

The physical file of the tender may be consulted free of charge during working hours at the Public Contract's Service of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, Room No. 09, ground floor of the head office building, located at the Yaoundé Administrative Centre, Tel. 222 20 35 70, as soon as this notice is published.

It may equally be consulted online on the COLEPS platform through the address <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, on the website of the ARMP (www.armp.cm).

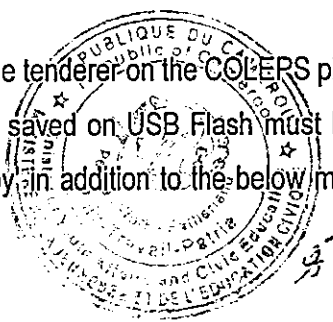
11- Acquisition of tender file

The hard copy of the tender may be obtained during working hours from the Public Contract's Service of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, Room No. 009, ground floor of the head office building, located at the Yaoundé Administrative Centre, Tel. 222 20 35 70, as soon as this notice is published, upon payment of a non-refundable sum of CFAF one hundred and twenty thousand (120,000), payable at the Public Treasury.

It is equally possible to obtain the soft copy of the Tender File by downloading it free of charge through the addresses indicated above. However, online submission is subject to payment of Tender File purchase fees.

12- Submission of bids

Each bid, drafted in French or English must be submitted by the tenderer on the COLEPS platform no later than 15 SEPT 2026 at 12 am. A back-up copy of the offer saved on USB Flash must be sent in a sealed envelope with the clear and readable indication 'back-up copy' in addition to the below mentioned indication,



within the deadline set.

**'Restricted National Invitation to Tender No. 10 6/AONR/MINJEC/CIPM/2026 OF 11 0 AOUT 2026
FOR THE SELECTION OF AN ARCHITECTURE FIRM/TECHNICAL DESIGN OFFICE TO CARRY OUT
ARCHITECTURAL, TECHNICAL AND GEOTECHNICAL STUDIES FOR THE DEVELOPMENT,
REHABILITATION AND EXTENSION OF THE COMPLEX THAT WILL HOUSE THE REFERENCE CENTRE
FOR MORAL, CIVIC AND ENTREPRENEURIAL REARMAMENT (REAMORCE) LOCATED IN NKOLNDA -
YAOUNDE (PHASE II), IN EMERGENCY PROCEDURE'**

File size and format: the maximum sizes of documents that will pass on the platform and constituting the tender's offer are as follows:

- 5 MO for the Administrative file;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MO for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The applicant shall use compression software to possibly reduce the size of the files to be transmitted.

13-Admissibility of bids

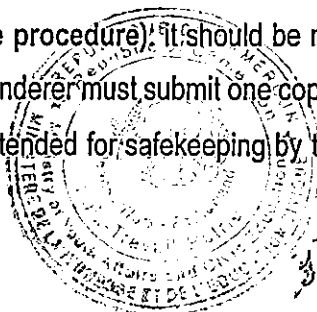
The administrative documents, the technical and financial documents must be placed in separate envelopes:

The following will be deemed inadmissible:

- bids bearing details identifying the tenderers,
 - bids received after the submission deadline.
 - bids that do not specify the identity of the Tender;
 - bids that do not comply with the submission procedure;
 - failure to comply with the number of copies specified in the Tender Documents,
- or submission of bids consisting solely of copies;

Any incomplete offer in accordance with the prescriptions of the Tender File (TF) shall be declared inadmissible. Especially the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds for public contracts or the failure to comply with the model documents of the Tender File shall lead automatically to the rejection of the bid without any other procedure. A bid bond submitted but not relating to the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall not be accepted.

In the case of a Restricted Invitation to Tender (two-stage procedure), it should be noted that, in addition to the required number of copies of the financial tender, the tenderer must submit one copy of this financial tender in a sealed envelope to serve as a 'sample tender', and intended for safekeeping by the body responsible for



regulating Public Procurement. Failure to submit this reference tender will result in the tender of the tenderer concerned being declared inadmissible as soon as the tenders are opened by the Procurement Committee.

14-Opening of bids

Bids shall be opened in two stages,

*The opening of the administrative parts and the technical offers will take place on the **15 SEPT 2026** at 1 p.m. by the Internal Procurement Commission of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, in the meeting room located on the ground floor, Room 010 of the head office building of the said Ministry, in Yaoundé, at the Administrative Centre.*

Only the financial bids of bidders having obtained a technical rating of 80/100 will be opened at the same place indicated above by the same Board and in the same room at a later date after publication of the results of the technical evaluation.

Only bidders can attend the opening session or be represented by a single duly authorised person of their choice who has full knowledge of the file, even in the case of a business group.

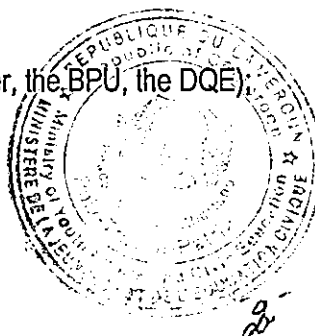
Under pain of being rejected, the required administrative documents must be submitted in originals or copies certified by the issuing service or the relevant administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the invitation to tender. They shall be no later than 3 (three) months old from the original deadline for the submission of tenders or must have been issued after the date of signature of the Tender Notice.

In case of absence or nonconformity of a document in the administrative file during the opening of bids, after a 48 (forty-eight) hours deadline granted by the Tenders Board, the file shall be rejected.

15-Evaluation criteria

15.1-Eliminatory criteria

- The absence of the bid bond at the opening of bids;
- Failure to produce any part of the administrative file that is deemed to be non-compliant or missing (excluding the bid bond) within 48 hours of the opening of the envelopes.
- False statements, fraudulent schemes or falsified documents;
- a technical score of less than 80 points out of 100;
- Absence of the declaration on the honour of not abandoning a contract during the last three years;
- non-compliance with the offer file format for online submissions;
- absence of a quantified unit price in the financial offer;
- failure to provide an element of the financial offer (the tender, the BPU, the DQE);
- absence of a dated and signed integrity charter;



- absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;

15.2-Essential criteria

A- TECHNICAL BIDS

Bid assessment the will focus on the following essential criteria:

No.	EVALUATION CRITERIA FOR BIDDERS	POINTS
1	References achieved by the bidder within the last ten (10) years	15
2	Qualification and competence of key experts and management staff	20
3	Proposed work plan and methodology	20
4	Understanding the Terms of Reference and suggestions for amendments	25
5	Material and logistical resources to be mobilised	10
6	Financial solvency and capacity	05
7	Presentations of the application files	05
OVERALL TOTAL		100

The essential criteria and sub-criteria are set out in detail in the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO).

NB: Any state agent listed among a tenderer's staff who has not submitted all the documents required to substantiate their release from the Civil Service will be deemed ineligible.

B- FINANCIAL BIDS

Only the financial bids of tenderers whose technical bids have been declared admissible following the examination of the administrative documents for compliance (stage 1) and the technical evaluation (stage 2) will be assessed and marked, in accordance with the following criteria:

$$N_f = Mmd \times 100/MS$$

N_f = financial mark of the bidder's;

Mmd = Amount of the lowest bid;

MS = Bidder's amount.

The final score (N), which is a combination of the technical and financial scores, will be obtained by applying a weighting to these scores using the following formula:

$$N = [(80 \times \text{Technical Score}) + (20 \times \text{Financial Score})]/100.$$

35. Award

The Contracting Authority will award the contract to the tenderer whose bid is deemed to be the most favourable, based on a combination of technical and financial criteria.



17. Maximum number of lots:

Not Applicable

36. Duration of the validity of bids

Bidders shall remain committed to their bids for a period of 90 (*ninety*) days from the initial deadline set for the submission of bids.

37. Further information

Further Information can be obtained during working hours at the Public Contract's Service of the Ministry of Youth Affairs and Civic Education, Room No. 009, ground floor of the head office building located in Yaoundé at the Administrative centre neighbourhood. Phone: 222 20 35 70. Or online on the platform of COLEPS to the following addresses: <http://www.publiccontracts.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

20 Fight against corruption and malpractices

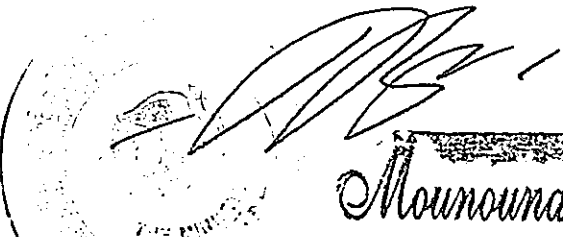
For any denunciation of corruption attempt practices, facts or acts, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé, 10 AOUT 2026...

THE MINISTER OF YOUTH AFFAIRS AND CIVIC EDUCATION
'PROJECT OWNER'

Copy:

- Authority in Charge of Public Contracts (MINMAP);
- ARMP (for bill posting and archive);
- Contracting authority;
- President of CIPM (for information);
- Public Contract's Service (for archive).
- Posting (for information);



Mounouna Foutson